

# LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 309 - 23 Février 1984 - Prix 1 F.

## ASSEMBLÉES POPULAIRES

### 16 ADHÉSIONS LORS DU WEEK-END DERNIER

Ainsi, la remise des cartes et le renforcement du parti suivent le rythme de l'an passé et pourtant nous sommes loin d'une campagne électorale.

Mais il est vrai qu'aujourd'hui il n'est guère de question qui ne fasse l'objet de vastes débats, voire d'affrontements mettant en jeu les orientations du pays. Le patronat pèse de tous ses immenses moyens en faveur du retour en arrière.

Devant cet état de fait, des illusions tombent et une vision plus lucide des réali-

tés favorise l'engagement et l'action d'hommes et de femmes décidés en adhérant au Parti Communiste à faire le contre-poids.

C'est ainsi qu'à Saint-Nazaire au « Petit Caporal », 4 adhésions ont été réalisées, qu'à Malakoff à Nantes, 3 ont rejoint nos rangs, 2 aux PTT, 1 au CHR, 1 aux Municipaux, etc...

Faire échec à la droite et réaliser les engagements de mai 81, voilà l'esprit qui les anime, ne perdons pas un seul instant pour les solliciter, pour être offensif !



Une vue partielle de l'assemblée populaire à Malakoff à Nantes

**JEUDI 22 MARS - 20 H.**

Salle de la Bourse du Travail - NANTES

### CONFÉRENCE-DÉBAT

Sous l'égide des Amis de « Révolution »

### EMPLOI ET MUTATIONS INDUSTRIELLES

avec

**RENE LEGUEN**

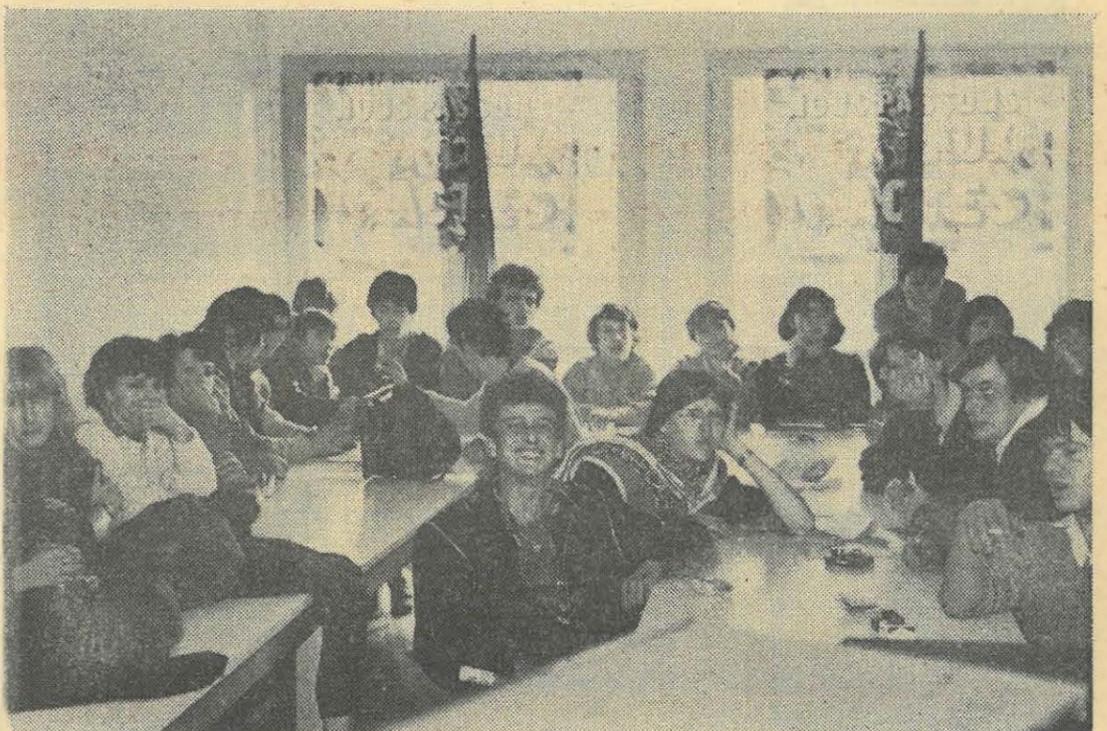
et

**CLAUDE POPEREN**

Membres du Bureau Politique du P.C.F.

## UN CONGRÈS DE LA J.C.

**ENTHOUSIASTE, DYNAMIQUE, DÉCIDÉ, COMBATIF**



Les 35 délégués des cercles de la J.C. ont fait de leur congrès départemental, celui du développement de leur organisation.

Congrès enthousiaste, dynamique, décidé à concrétiser rapidement les possibilités de grandir leur influence, leurs forces.

Pour le congrès : « Être encore plus de jeunes communistes est un besoin urgent. Pas tant pour la J.C. elle-même, mais avant tout pour que les jeunes ne ratent aucune occasion de changer la vie, de faire avancer les choses ».

Pendant le congrès lui-même, des jeunes venus voir leurs

copains délégués ont donné leur adhésion, illustrant à chaud les débats.

Le congrès s'est naturellement prolongé le samedi tard dans la soirée et le dimanche dans l'après-midi, tellement la volonté d'aller jusqu'au bout des discussions était grande.

Dès le rapport d'ouverture, présenté par Philippe Leroux, réélu secrétaire fédéral, le ton était donné.

« Notre congrès doit être utile aux jeunes pour changer leur vie, déjà beaucoup ont exprimé leur impatience en agissant. »

Les J.C. veulent se donner les moyens en grandissant rapi-

dement d'aider encore mieux la jeunesse à « passer aux actes » « en prenant appui sur ses aspirations, en lui permettant de se

(Suite page 7)

**LUNDI 27 FEVRIER**

**REUNION DU  
COMITÉ FÉDÉRAL**

18 h 30 à la Fédération

## Une déclaration de Hubert BOUYER maire de Montoir

Dans l'après-midi du 21 février, Hubert Bouyer, maire de Montoir, a rendu publique la déclaration suivante :

« D'inquiétantes informations me sont parvenues à propos de Gardiloire. La direction de cette entreprise aurait déjà commencé à engager la procédure de licenciements à l'encontre de plusieurs salariés.

Je suis étonné et indigné de voir ainsi une entreprise du secteur nationalisé bafouer — dans les faits — les engagements que le ministre de l'Industrie avait pris envers les travailleurs

et les élus locaux. Dans une réponse du 22 décembre 1983 qu'il faisait à une démarche que j'avais effectuée auprès de lui, le ministre précisait en effet que « les incidences de ce plan sur chaque site ne seront connues qu'au printemps de 1984, et je veillerais naturellement à ce que les travailleurs et les élus concernés en soient informés aussitôt ».

Devant la gravité de ces faits, je renouvelle aujourd'hui la demande d'entrevue faite par les élus communistes de l'agglomération nazairienne le 26 janvier dernier

auprès de L. Fabius.

Parallèlement, j'ai immédiatement demandé à rencontrer dans les meilleurs délais la direction locale de Gardiloire.

Cette entreprise a une grande importance pour la région, pour notre pays.

J'entends ne ménager aucun effort pour qu'elle soit préservée dans son intégrité et considère que dans ce secteur d'avenir où près de la moitié de la consommation d'engrais consommée en France provient de l'importation, il s'agit avant tout d'utiliser les atouts de notre pays.

Cinéma  
"les Club"

76, AVENUE  
DE LA REPUBLIQUE  
SAINT-NAZAIRE  
TEL. -53-41

Tous les jours  
matinées et soirées  
Tarif réduit  
jeudi et lundi  
pour tous

A mort  
l'arbitre

14 h - 16 h 20  
20 h - 22 h 20

RUSTY  
JAMES

14 h 05 - 16 h 25  
20 h 05 - 22 h 25

LES  
TRICHEURS

14 h 05 - 16 h 25  
20 h 05 - 22 h 25

Jusqu'à dimanche :  
Gwendoline

(dolby-stéréo)  
14 h - 16 h 20  
20 h - 22 h 20

Lundi - mardi :

LIBERTY  
BELLE

13 h 55 - 16 h 15  
19 h 55 - 22 h 15

LES  
KORRIGANS

8, avenue de la  
République  
ST-NAZAIRE

Tél. 22.44.79

L'Ascen-  
seur

(int. - 13 ans)

LES  
CAVALIERS  
DE L'ORAGE

EMMA-  
NUELLE IV

(int. - 18 ans)

Jacques  
Mesrine

Don  
Camillo

Gaumont

GÉRARD KLEIN MARLENE JOBERT VITTORIO MEZZOGIORNO

LES  
CAVALIERS DE L'ORAGE

GÉRARD VERGEZ GÉRARD VERGEZ DANIEL BOUTANGER et GÉRARD VERGEZ  
VADECK STANCZAK PINKAS BRAUN AGNES CARREAU HANNS ZISCHLER ET JEAN ROUGERIE

DOLBY-STEREO

UGC APOLLO  
5 SALLES • 5 FILMS

A MORT L'ARBITRE

LE GARDE DU CORPS

L'ASCENSEUR (int. - 13 ans)

Le loup-garou de Londres

DON CAMILLO

Les films de la semaine

● A MORT L'ARBITRE. — Film de Jean-Pierre Mocky. Avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Carole Laure, Laurent Malet, Claude Brosset, J.-P. Mocky.

● L'ASCENSEUR. — Film de Dick Maas. Avec Huub Stapel, Willeke Van Ammelrooy, Josine Van Dalsum.

● LIBERTY BELLE. — Film français de Pascal Kane. Avec Jérôme Zucca, Dominique Laffin, André Dussolier.

● KRULL. — Film de Peter Yates. Avec Ken Marshall, Lysette Anthony, Freddie Jones, Francesca Annis.

● CLASH. — Film de Raphaël Delpard. Avec Pierre Clementi, Catherine Aïric, Bernard Fresson.

● RUSTY JAMES. — Film de Francis Ford Coppola, avec Matt Dillon, Mickey Rourke, Vincent Spano, Diane Lane, Diane Scarwid, Dennis Hopper.

● LES CAVALIERS DE L'ORAGE. — Film de Gérard Vergez, avec Marlène Jobert, Gérard Klein, Wadeck Stanczak, Vittorio Mezzogiorno, Jean Rougerie.

● LE GARDE DU CORPS. — Film de François Leterrier, avec Jane Birkin,

Gérard Jugnot, Sami Frey, Didier Kaminka, Nicole Jamet, Evelyne Didi.

● EMMANUELLE IV. — Film de Francis Giacobetti, avec Sylvia Kristel, Mia Nygren, Patrick Bauchau, Deborah Power.

● TRICHEURS. — Film de Barbet Schroeder, avec Jacques Dutronc, Bulle Ogier, Kurt Raab, Virgilio Teixeira.

● DON CAMILLO. — Film américain de Terence Hill avec Terence Hill, Colin Blakely, Mimsy Farmer, Ross Hill.

● GWENDOLINE. — Film de Just Jaeckin, avec Tawny Kitaen, Brent Huss, Zabou, Bernadette Lafont, Jean Rougerie, André Julien.

● FENETRE SUR COUR. — Film de Alfred Hitchcock, avec James Stewart, Grace Kelly, Wendell Corey.

● TO BE OR NOT TO BE. — Film de Alan Johnson, avec Mel Brooks, Anne Bancroft, Tim Matheson, Charles Durning, José Ferrer, George Gaynes.

● LE JOUR D'APRES. — Film de Nicholas Meyer, avec Jason Robards, Jo Beth Williams, Steven Guttenberg, John Cullum, John Lithgow, Bibi Besch.

● LE JOLI CŒUR. — Film de Francis Perrin, avec Francis Perrin, Cyrielle Claire, Sylvain Rougerie, Patricia Cartier, Michèle Bernier, Annie Jouzier.

● LOUISIANE. — Film de Philippe de Broca, avec Margot Kidder, Ian Charleson, Lloyd Buckner, Victor Lanoux, Andréa Ferréol.

● JACQUES MESRINE. — Film de Hervé Palud, sur une idée de Gilles Millet et Hervé Palud.

HORAIRE LES  
KORRIGANS

Salle 1 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 05, 22 h 15 ; s.d., 13 h 50, 16 h, 18 h 10, 20 h 20, 22 h 30.

Salle 2 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 10, 22 h 15 ; s.d., 14 h, 16 h 05, 18 h 10, 20 h 15, 22 h 30.

Salle 3 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 15, 22 h 25 ; s.d., 13 h 50, 16 h, 18 h 10, 20 h 20, 22 h 30.

Salle 4 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 10, 22 h 10 ; s.d., 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

Salle 5 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h, 22 h 25 ; s.d., 14 h, 16 h 25, 20 h, 22 h 25.

Directeur de la publication :  
Maurice ROCHER  
41, rue des Olivettes - NANTES  
Imprimerie Commerciale  
32, boulevard Laënnec - RENNES  
C.P.P.P. n° 52 987

A l'affiche  
à Nantes

APOLLO

- 1 - 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h + s. 0 h 05 : A MORT L'ARBITRE.
- 2 - 13 h 55, 15 h 05, 18 h, 20 h 05, 22 h + s. 0 h 20 : LE GARDE DU CORPS.
- 3 - 14 h 05, 16 h 50, 18 h 15, 20 h 20, 22 h 25 + s. 0 h 30 : L'ASCENSEUR.
- 4 - 13 h 35, 15 h 40, 17 h 50, 20 h, 22 h 10 + s. 0 h 25 : LE LOUP-GAROU DE LONDRES.
- 5 - 14 h 25, 16 h 50, 19 h 20, 22 h + sam. 0 h 30 : DON CAMILLO

COLISEE (14 h, 16 h, 20 h, 22 h)

- 1 - GWENDOLINE
- 2 - LOUISIANE
- 3 - L'ASCENSEUR

CONCORDE (1<sup>er</sup> film 19 h ; dim. 14 h, 2<sup>e</sup> film 21 h + dim. 16 h ; 3<sup>e</sup> film 23 h)

- 1 - PRENOM CARMEN + DELIVRANCE + TENEBRES.
- 2 - LA TRACE + CLASH + TARZON LA MONTE DE LA JUNGLE.
- 3 - LES MAITRES DU TEMPS + MORT A VENISE + PHANTOM OF THE PARADISE.
- 4 - LA GUERRE DES ETOILES + L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE + LE RETOUR DE JEDI.

GAUMONT

- 1 - 14 h 10, 16 h 30, 19 h 50, 22 h 10 : LES CAVALIERS DE L'ORAGE.
- 2 - 13 h 50, 16 h, 20 h, 22 h 10 + 18 h dim. : EMMANUELLE IV.
- 3 - 14 h 10, 16 h 30, 19 h 50, 22 h 10 : FENETRE SUR COUR.
- 4 - 14 h, 16 h, 20 h 10, 22 h 10 + 18 h dim. : RUSTY JAMES.
- 5 - 13 h 50, 16 h, 20 h 05, 22 h 10 + dim. 18 h : LE JOLI CŒUR.
- 6 - 14 h, 16 h 30, 19 h 40, 22 h 10 : LE JOUR D'APRES.

KATORZA (14 h, 16 h, 20 h, 22 h) :

- 1 - RUSTY JAMES.
- 2 - A MORT L'ARBITRE.
- 3 - TRICHEURS.
- 4 - LE BON PLAISIR.
- 5 - TO BE OR NOT TO BE (V.O.).
- 6 - TRAHISON CONJUGALE (V.O.).

RACINE (14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 30)

- 1 - TCHAO PANTIN.
- 2 - JACQUES MESRINE.

ARIEL (14, 16 h 30, 20 h, 22 h 20)

- CROLL (D.S.).
- RUE BARBARE.

OLYMPIA (14 h, 16 h, 20 h, 22 h) :

- ORANGE MECANIQUE.

CINEMATOGRAFHE

- Mercredi, samedi, 14 h 30, 16 h 30, LA ROSE ET LA FLECHE.
- Tous les jours, 21 h : SANS SOLEIL.

LA TRAMONTANE  
A DEUX ANS

La Compagnie La Tramontane a deux ans.

C'est en effet le 19 janvier 1982 qu'elle s'implanta en Vendée, à La Faute-sur-Mer, faisant le pari difficile de faire vivre une troupe de théâtre professionnelle en milieu rural.

Deux ans après, on peut dire que le pari a été tenu.

Quatre créations ont marqué l'activité de la troupe :

— Trois spectacles pour enfants :

Le voyage de Pao, créé en février 82 qui a été joué 163 fois.

Histoire de marine, créé en octobre 82, joué 145 fois.

Complainte pour Djellilah, créé en octobre 83, qui après déjà 75 représentations poursuit sa tournée.

— En novembre 82, La Tramontane créait un spectacle pour tout public : La troisième roue de la charrette (Les Clowns) joué 80 fois, avant que la tournée ne soit interrompue par l'accident dans lequel le comédien Christophe Simonnet a trouvé la mort le 26 novembre dernier.

Au total, en deux saisons, plus de 50 000 spectateurs ont vu les créations de La Tramon-

tane en Vendée et dans les départements de Loire-Atlantique, Deux-Sèvres, Maine-et-Loire, Charente et Charente-Maritime, car La Tramontane a acquis une dimension régionale.

Pendant ces deux années, La Tramontane a apporté sa collaboration à de nombreuses activités de formation auprès des troupes amateurs locales et dans les établissements scolaires, participant notamment aux rencontres de Luçon, Fontenay-le-Comte et Noirmoutier.

La troupe a participé également à de nombreuses animations, notamment le Carnaval de La Généraudière (à La Roche-sur-Yon), les Fêtes du Soleil à Luçon et a conduit à l'animation à Luçon et a conduit l'animasur-Mer en 1982 et 1983.

La Tramontane a plusieurs projets.

Elle monte actuellement un nouveau spectacle.

Ce spectacle intitulé Réponse à la mort d'Arlequin - La Mandragore sera créé le 26 février prochain.

La troupe travaille également à une co-production avec le Parc Naturel Régional du Marais Poitevin sur Mélusine.

G

place du commerce  
48.29.95

LES  
CAVALIERS  
DE L'ORAGE  
(dolby-stéréo)

EMMA-  
NUELLE IV  
(int. - 18 ans)

Fenêtre  
sur cour

RUSTY  
JAMES

LE JOLI  
CŒUR

LE JOUR  
D'APRÈS

# CONSEIL GÉNÉRAL :

Deux interventions de MICHEL MOREAU

## 1°) A PROPOS DE LA TAXE PROFESSIONNELLE :

Accusé par la droite de vouloir « casser du patron », de « parler un langage d'un autre âge », « anti-économique », Michel Moreau devait rappeler que bien au contraire, « c'est la diminution de la taxe professionnelle » payée par les patrons qui est « anti-économique ».

« Avec cette taxe, déclara le conseiller général communiste, les patrons payent une partie des services qui leur sont rendus par les collectivités locales, en matière d'infrastructures, de routes, de transport, etc... »

C'est un impôt qui nécessite quelques aménagements certes (aménagement proposés par les élus communistes mais toujours repoussés par la droite) mais comme il repose en partie sur le capital des entreprises, il pénalise l'excès d'accumulation de capital et encourage à des investissements productifs...

Il est largement supportable car si on regarde les chiffres, on s'aperçoit que le poids de la taxe professionnelle pour les entreprises est largement en dessous de ce que celles-ci distribuent aux banques et à leurs actionnaires. Par exemple, on sait que globalement les entreprises distribuent deux fois plus d'argent à leurs actionnaires qu'elles ne payent de taxe professionnelle.

Et cet argent versé aux

actionnaires, on sait trop ce qu'il devient. Il entretient la spéculation financière, l'exportation des capitaux. Il n'est pas réinvesti dans l'économie de notre pays. Cet argent joue contre la France.

Avec la taxe professionnelle par contre, on récupère des sommes qui seront investies en France, dans nos communes, dans notre département.

Ces investissements alimenteront les marchés créateurs d'emploi, et en permettant d'améliorer les services rendus, elle restitue aux travailleurs une partie des richesses qu'ils ont créé par leur travail et qui leur est due.

Michel Moreau devait souligner qu'« il ne fallait pas se laisser influencer par les cris d'orfraie des patrons, car chez les grandes fortunes du département, cela n'a pas l'air d'aller trop mal. La taxe professionnelle ne semble pas les avoir étranglés ».

Le conseiller général du 5<sup>e</sup> canton devait rappeler que ces 1300 familles « totalisaient une fortune de 800 milliards de centimes, cinq fois le budget du département ».

De l'argent, il y en a !

## 2°) A PROPOS DES POLES TOUCHES PAR LES RESTRUCTURATIONS :

Le président du Conseil général a écrit au Premier ministre sur cette importante question.

Michel Moreau devait souligner que le contenu de la lettre était « significatif d'une démarche qui a toujours été celle de la droite dans ce département ».

« Ce que vous demandez au Premier ministre, c'est la mise en assistance de notre département. Comme toujours, vous refusez de vous battre parce que vos intérêts ne sont pas ceux des travailleurs de Loire-Atlantique ».

Les communistes ont une toute autre manière de voir les choses. Nous pensons que notre département a les moyens d'aller de l'avant, de s'en sortir : des moyens en richesses, en hommes et femmes qualifiés.

A condition qu'on veuille bien utiliser tous ces atouts, et que quelques-uns cessent de traîner les pieds en refusant d'investir. Si on veut bien donner toutes ses chances à la construction navale, en abandonnant la politique pratiquée jusqu'ici par la droite et qui a fait tant de mal... »

Michel Moreau devait faire remarquer que la « majorité du Conseil général et son président seraient plus crédibles s'ils cessaient de freiner le lancement de certains grands travaux comme le franchissement de la Loire, l'usine d'incinération et le réseau de chaleur de l'agglomération nantaise... »

Une telle attitude n'est pas de nature à donner beaucoup de poids à leur démarche pour la construction de la centrale nucléaire du Carnet, eux qui n'ont jamais eu le courage politique d'en lancer la construction... »

Michel Moreau devait, par ailleurs, se féliciter de l'action des militants C.G.T. posant symboliquement la première pierre de la centrale.

## NANTES : 250 à 300 emplois supprimés dans les services de la ville

Quand il aborde les problèmes de l'emploi, M. Chauty n'y va pas avec le dos de la cuillère.

Toutes les occasions lui sont bonnes pour mettre en cause la politique du gouvernement, en utilisant les sentiments de tous ceux qui sont frappés par le chômage.

Le chômage avant 1981, il ne connaît pas. C'est depuis cette date, à l'en croire, que tout se gâte... Nos lecteurs ne se laisseront pas bernier, ils savent de quoi il retourne.

Mais M. Chauty veut trop prouver, alors il en rajoute.

A propos de la « carte des pôles de reconversion », le sénateur-maire se plaint de ne pas y voir figurer la ville de Nantes. Cela peut se discuter. Mais était-il utile qu'il rajoute à Nantes, qui n'en peut déjà plus, 15 000 chômeurs ?...

Il faut dire que depuis l'arrivée de la droite à Nantes, le service économique de la ville ne publie plus le tableau des « offres et demandes d'emploi non satisfaites » comme le faisait la municipalité précédente... ce qui permet à M. le maire de dire n'importe quoi et d'annoncer 36 138 chômeurs à Nantes. Le chiffre est bon, sauf qu'il s'agit du chômage existant dans 24 cantons de Loire-Atlantique, plus Nantes. C'est-à-dire les deux tiers du département.

De deux choses l'une, ou M. Chauty n'y connaît rien ou alors, il pense que plus le mensonge est grand plus il est cru... »

Il reste qu'il y a plus de 20 000 chômeurs à Nantes et M. Chauty serait plus crédible s'il avait la volonté de s'attaquer au chômage. Il n'aurait pas

besoin d'en rajouter.

Telle n'est pas sa politique. Nos lecteurs se souviennent que la première conséquence de ses décisions culturelles a été le licenciement de 50 salariés à la Maison de la Culture et au CRAN.

Ses tergiversations sur le tramway ont entraîné des suppressions d'emploi dans les entreprises de travaux publics. Et aujourd'hui, il retarde la réalisation de grands travaux, tels que le franchissement de Cheviré, l'usine d'incinération et le réseau de chaleur...

Aujourd'hui, il va plus loin. Avec sa majorité de droite au Conseil municipal, il a décidé de supprimer 250 à 300 emplois dans les services de la ville.

Le budget en témoigne. Les dépenses de personnel sont en diminution de 400 millions de centimes.

Compte tenu des augmentations normales de traitement du personnel en 1984, il va manquer 29 milliards de centimes pour payer l'équivalent en personnel de 1983.

Il y aura bel et bien suppression de 250 à 300 postes dans les services de la ville. Déjà les retraités ne sont plus remplacés, ainsi que les malades, les accidentés...

Quelles conclusions tirer ? Que M. Chauty préfère payer des chômeurs supplémentaires, plutôt que des employés municipaux.

D'autre part, on peut s'interroger dans ces conditions, sur ce que va devenir le service public et les conditions de travail des agents municipaux. Mais nous aurons l'occasion d'y revenir.

## Conseil Municipal de Nantes

SEANCE DU 20 FEVRIER 1984

### Le charme discret des « petits dossiers » de la Bourgeoisie

Ouvrant la séance, M. Chauty fit savoir que la commission des vœux, qui doit examiner un projet de vœu concernant l'agression raciste de militants du Front national de Le Pen contre le M.R.A.P. et l'Amicale des Algériens en France, devra être reconvoquée. Notre camarade Joël Busson tient alors à souligner le peu d'empressement de la droite à examiner ce vœu. Evidemment, après les propos des R.P.R. Labbé et Pons...

Ne reculant devant rien pour faire plaisir à leurs amis, les élus de droite votèrent l'exonération de taxe professionnelle et de taxe sur les propriétés bâties pour les entreprises nouvelles ou reprises, jusqu'en 1986 inclus. Après s'être interrogé sur le retard que l'on prend pour le vote des taux des impôts communaux, notre camarade Paul Le Guilloux fit observer, au cours d'un débat où la droite — en particulier MM. Le Masne et Jolivel — fit le forçage en faveur du patronat, que, loin d'être « anti-économique », la taxe professionnelle a toute sa place, avec quelques améliorations, dans une fiscalité plus démocratique : écartée à 6 % de la valeur ajoutée, dont elle représente en moyenne de 0,5 à 2 %, la taxe professionnelle, loin de représenter une lourde charge pour les entreprises, présente l'avantage d'être pour partie un impôt sur le capital, le seul en France.

Finalement, après le vote d'un amendement des élus socialistes, le Conseil vota cette exonération, malgré l'opposition des élus communistes.

De même nos élus rappellent, à l'occasion des dossiers de réhabilitation H.L.M., la nécessité de revoir entièrement le conventionnement.

Un autre dossier fut l'occasion d'une part d'apprendre que, sans doute par solidarité avec les imprimeurs nantais, la mu-

nicipalité a choisi, pour les affiches de publicité pour le complexe sportif du Petit-Port, un imprimeur... belge, d'autre part d'engager un débat sur le journal municipal. Ce fut l'occasion pour M. Chauty de traiter les élus d'opposition de « figurants ». Préoccupés par l'attitude anti-démocratique que cela représente, les élus communistes ne se font toutefois pas d'illusions sur une « bonne droite » octroyant une page, contrairement à une demande émise, au demeurant sans suite.

Lorsque fut abordé le plan communal d'action contre le bruit, Paul Le Guilloux souligna la faiblesse de l'effort prévu, nettement en retrait par rapport à ce qu'avait programmé l'ancienne municipalité. Il s'entendit répondre qu'il était envisagé d'étaler sur cinq ans le programme prévu pour trois ans. Autrement dit, la rigueur et la patience... même pour nos oreilles, alors que les problèmes de bruits industriels, dus à la circulation et à la construction sont bien là. Toute une politique, fondée par ailleurs sur la culpabilisation des usagers.

Parmi les autres dossiers apparut notamment un dossier attribuant en marché négocié, c'est-à-dire en supprimant toute concurrence, la pose de canalisations d'eau potable pour 9,5 millions de nos francs. De quoi rester rêveur.

D'un autre côté, présentant le dossier des tarifs des restaurants d'enfants, M. Jozan se plut à regretter que le décret de modération des tarifs de permette pas d'augmenter beaucoup plus les tarifs, en particulier les plus bas, au nom du « bon sens » et du « véritable aspect social ». Tout un programme...

Prochain Conseil municipal le 19 mars à 17 h 30.

Pierre DANGLE.



On se souvient des arguments avancés par le maire de Nantes pour justifier le changement de nom de la rue Maurice-Thorez. Il aurait été submergé par les demandes de riverains mécontents d'habiter une rue portant le nom d'un dirigeant communiste.

Les parents d'élèves et les enseignants du collège de Chantenay avaient par avance répondu à ce genre d'argument. Nos lecteurs ont été informés.

Mais cette fois-ci, ce sont les riverains qui prennent leur affaire en main. Ils viennent d'écrire au Sénateur

## NOTRE CAMARADE JEANNINE CAILLEAU N'EST PLUS

La semaine dernière, une regrettable erreur de transmission s'est traduite par une nécrologie erronée, nous nous en excusons auprès des familles de nos camarades. Il fallait lire :

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de notre camarade Jeannine CAILLEAU, épouse de Raymond CAILLEAU, conseiller municipal de Rezé.

Jeannine était depuis de

nombreuses années la secrétaire de l'UFF à Rezé, et membre de son bureau départemental.

Les obsèques de notre camarade se sont déroulées en présence d'une foule considérable d'amis, de camarades, venus témoigner leur sympathie à Raymond et sa famille et un dernier hommage à Jeannine.

Notre Fédération était représentée par une délégation

conduite par Joël Busson, membre du secrétariat fédéral. Dès la triste nouvelle parvenue au siège de la Fédération, Gilles Bontemps, son secrétaire, assurait notre camarade Raymond de l'affection des communistes de Loire-Atlantique.

« Les Nouvelles » tiennent à témoigner à notre camarade, à ses enfants, l'expression de leurs condoléances attristées.

# SOUSCRIPTION NATIONALE

0,569,101

Souscription nationale

## VERSEMENT

pour le renouveau économique, l'emploi  
le progrès social et la Paix

Souscrit au  
**Parti Communiste  
Français**

2, place du Colonel-Fabien, 75940 Paris

J'ai versé, pour soutenir  
le Parti Communiste Français  
qui dit : « Avec la gauche  
en avant la France » :

Fraucs

Première liste arrêtée au 20 février 84

<b>NANTES</b>	
Cellule Thaelman (Ste-Anne) : Théophile Vincent	50,00 F
Cellule Michel	300,00 F
Cellule Cadou - Longchamp	150,00 F
<b>SAINT-NAZAIRE</b>	
Cellule de Saint-Mare	500,00 F
Chantier bord	130,00 F
Anonyme	30,00 F
Régis Antoine	200,00 F
M. de Ruzuman	100,00 F
Cellule Mensuels Chantiers	80,00 F
<b>LA CHAPELLE-SUR-ERDRE</b>	
Cellule Godeau	100,00 F

Total 1<sup>re</sup> liste : 1 640,00 F  
à reporter

VERSEZ AU CCP G. BARAUD 551-67 Y Nantes

## EN BREF - EN BREF -

● **Accord à la S.N.E.F. à Saint-Nazaire** : après deux jours de grève, la direction a été contrainte de signer un accord avec les délégués C.G.T., en présence de l'inspecteur du Travail. Le patron a dû lever les sanctions contre deux chefs d'équipe qui avaient été déqualifiés.

● **Chez « Montalev » à Saint-Nazaire**, les travailleurs ont fait grève jeudi dernier, pendant une demi-journée, à l'appel de la C.G.T. Ceux-ci s'opposent au

projet de licenciements de la direction, qui voudrait transformer certains emplois de titulaires en emplois précaires ou de sous-traitance.

● **Chez Barbé-B.T.P. à Nantes**, l'entreprise ferme et licencie ses 23 derniers salariés.

● **Les travailleurs C.G.T. de l'équipement** ont fait grève pendant 24 heures, vendredi dernier, pour le maintien de leur pouvoir d'achat et la titularisation du personnel auxiliaire.



Les métallos dans les rues de Nantes à l'appel de la C.G.T. pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat dans le cadre de la journée d'action nationale. Les fonctionnaires devaient eux aussi manifester à l'appel de la C.G.T. leur volonté de ne pas laisser entamer leur pouvoir d'achat

## Abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Un an : 50 F - Abonnement de soutien : 100 F

NOM : ..... Prénoms : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal : .....

Adressez votre versement au CCP 551-67 Y - Gilles BARAUD  
41, rue des Olivettes - NANTES

Journal du Mouvement de la Jeunesse Communiste - 02/84 - 10 F

# AVANT GARDE

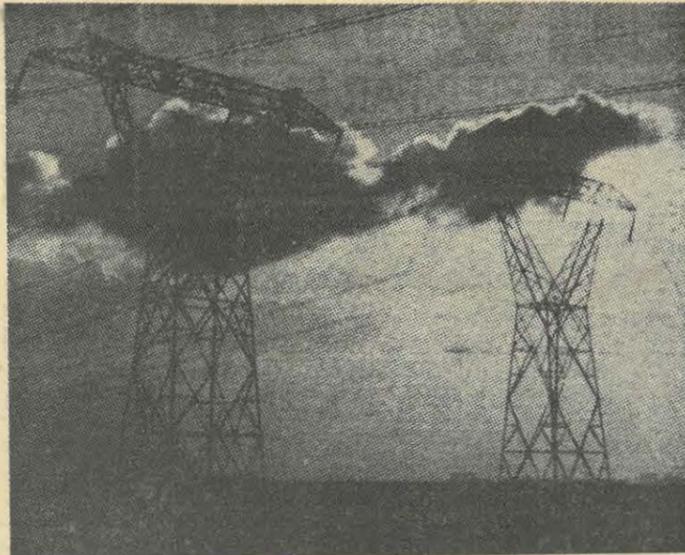
Nous reproduisons ici un article paru dans « Avant-Garde », journal du Mouvement de la Jeunesse Communiste et concernant l'école du gaz de Saint-Etienne-de-Montluc.

## LA FORMATION PLEIN GAZ

Les écoles d'entreprise, ça existe. Et ça marche...  
Tous veulent continuer. Sauf la direction  
d'EDF-GDF. Drôle d'idée

Apprendre le métier. C'est le fil rouge qui guide la trajectoire des jeunes élèves de l'école nationale de métier. C'est là, près de Nantes, qu'EDF-GDF forme ses gaziers. Les places sont chères. 15 000 candidats

de leur formation, un groupe de 10 élèves va assurer la réalisation d'un chantier. Avec la seule aide d'un de leur prof qui leur permettra d'en tirer un maximum d'enseignement et surveillera la qualité du travail.



pour le concours national. A deux niveaux. Après la troisième pour la formation d'agent d'exploitation (AE). Après la seconde pour celle d'agent de maîtrise. 500 places pour les 6 écoles d'EDF-GDF. 60 dans celle de Nantes.

Arrivés ici pour 18 mois, les jeunes en sortent munis d'un métier, d'un poste dans l'entreprise et d'une possibilité de carrière. Ce qui les a attirés, « la sécurité de l'emploi, bien sûr ». Mais cette école d'entreprise n'est pas un LEP comme les autres.

Souci numéro 1 : l'apprentissage du métier doit se rapprocher le plus possible des conditions réelles du travail. Aussi les « gestes professionnels », souder, braser, cintrer un tube, connaître les différents matériels de l'entreprise ne constituent que les éléments du puzzle. Une fois ces éléments maîtrisés séparément, la mise en pratique commence. A l'atelier, « installation d'immeuble », par exemple : l'élève se rend d'abord dans un bureau où on lui donne un bon de travail. Muni de celui-ci, il se dirige vers le magasin pour y retirer le matériel nécessaire. Ensuite, dans l'atelier, il réalise le travail demandé. Seul ou en équipe. Ce peut être l'installation d'une borne d'immeuble, une prise de compteur, toutes les conduites jusqu'à un appareil ménager. Puis le gaz est envoyé par les conduites. Le même genre d'exercice se fait dehors sur des conduites identiques à celles que vous trouvez sous votre trottoir.

### STAGE PISCINE

Le lien avec l'entreprise permet de s'exercer sur des chantiers. A deux reprises, au cours

Puis, vers la fin, ils feront leur stage « piscine ». Piscine, parce qu'ils se jettent à l'eau. Envoyé seul dans une équipe de travail, le stagiaire devra occuper un poste. Travailler comme un agent. Se débrouiller avec sa dotation pour trouver un hôtel, manger, se déplacer. Un enseignant viendra lui rendre visite, discuter avec lui et le chef de l'équipe où il travaille. Aussi les profs peuvent confronter leur enseignement avec la réalité. Cela débouche sur une évolution constante de la formation pour l'adapter à la réalité.

Les profs : des agents d'EDF-GDF, recrutés sur concours. « Ce sont presque tous des collègues », me dira l'un d'entre eux. « C'est bien d'avoir des profs qui connaissent tout du métier », renchérit un jeune.

Les moyens : ceux d'une grosse entreprise. Tout le matériel utilisé pour la formation est moderne. Pas de retard sur la vie. Les moyens c'est aussi du sport et des loisirs. Du foot au canoë-kayak, en passant par le hand-ball, le judo, le tennis ou l'équitation. Les clubs foisonnent. D'astronomie, d'électronique, de guitare, radio-amateur. Sur l'école ou en liaison avec les clubs de la

région. Financés par l'école et animés par les élèves avec l'aide d'animateurs.

Les résultats : Les échecs sont très rares. Au sortir de l'école, la formation solide qu'ils ont reçue permet aux jeunes d'espérer une promotion rapide dans l'entreprise. Les A.E. seront vite en maîtrise. Les techniciens de l'école raffient une bonne part des concours de la Promotion Ouvrière qui conduit aux portes des cadres.

### DRÔLES D'ECONOMIE

A écouter les élèves, les enseignants, le directeur (je souhaite à tous les L.E.P. de France d'en avoir un aussi dynamique et compétent) on ne comprend guère les menaces de la Direction. Celle-ci prétend fermer la formation de techniciens ! Arguments : vous coûtez trop cher. « Mais nous combien on rapporte à la boîte en 35 ans de métier ! » réplique un des élèves. D'autant plus incompréhensible que l'école est aussi utilisée pour la forma-

LE CONGRES  
DE VILLE  
DE L'UNION  
DES ETUDIANTS  
COMMUNISTES  
SE TIENT CE SAMEDI  
25 FEVRIER  
A LA FEDERATION  
DU PARTI

ABONNE-TOI A  
« AVANT-GARDE »  
12 numéros : 100 F  
Abonnement de soutien  
120 F  
« AVANT-GARDE »  
19, rue Victor-Hugo  
93170 BAGNOLET

tion permanente. A vouloir économiser sur la formation, la direction va saper l'un des piliers essentiels de sa compétitivité : la qualification du personnel. Le gaz, c'est dangereux. Les clients sont très nombreux. GDF possède sûrement la meilleure technique du monde. Au point qu'à l'école on voit défiler des stagiaires de nombreux pays. Le gaz est une énergie d'avenir. Mélangez tout cela et la menace de la direction devient vraiment aberrante. Les élèves qui bénéficient aujourd'hui de cette formation sont les premiers à le dire. Découverte de l'autre face du métier, découverte de l'action syndicale, de la C.G.T. Les jeunes apprennent qu'à la Libération leurs prédécesseurs étaient rémunérés pendant leur formation, que la proportion d'embauchés passant par l'école était bien plus importante. Les idées cheminent dans cette école où l'on apprend à être un travailleur à part entière. Exemple à méditer pour l'enseignement public.

Luc LEPIN.

### TOI AUSSI ADHÈRE A LA J.C.

NOM : .....

Prénom : ..... Age : .....

Adresse : ..... Tél. ....

Entreprise : .....

Lycée : ..... L.E.P. : .....

A retourner au M.J.C.F. - 41, rue des Olivettes  
44000 NANTES

# JEUNESSE COMMUNISTE

## Un congrès enthousiaste, décidé, dynamique, combatif...

(Suite de la première page)

rassembler et d'agir avec de nombreux cercles de la J.C. », poursuivait P. Leroux.

Au cœur des débats du congrès, d'abord l'emploi, la possibilité pour chaque jeune d'acquiescer une véritable formation, puis d'exercer un métier utile, intéressant, dans un emploi stable constitue l'une des préoccupations majeures des J.C.

Le rapport, comme les débats, devaient montrer la détermination de la J.C. à revendiquer le droit au travail, à mobiliser la jeunesse pour une politique novatrice permettant à tous de contribuer à la création des richesses dont notre pays, comme les peuples, ont besoin pour mieux vivre.

Philippe Leroux situait les responsabilités, dénonçait les orientations qui conduisent à la casse d'industries qui ont de l'avenir et pourraient, avec les solutions préconisées par les communistes, être créatrices d'emplois pour les milliers de jeunes privés de travail.

L'intervention des jeunes présents au congrès révélait leur

irritation à l'égard de l'attitude du patronat, leur révolte de voir leurs espoirs de 81 remis en cause par la situation faite à notre construction navale...

« Depuis 81, les cercles de la J.C. agissent pour que les jeunes profitent du changement engagé dans la société. Des acquis importants ont été obtenus, non sans luttes, contre la droite et le patronat. Les jeunes perdent peu à peu leurs illusions et ils sont de plus en plus nombreux à ressentir la nécessité de lutter, même avec un gouvernement de gauche, pour obtenir ce qu'ils veulent. »

Les J.C. ont décidé de « passer aux actes », ils vont rencontrer des travailleurs d'entreprises où ils l'ont exigé l'embauche de jeunes pour compenser les départs en retraite.

Ils sont résolus à agir pour que la formation professionnelle soit reconnue et débouche sur un emploi correspondant à leur aspiration pour en finir avec ce qu'explorait une déléguée : « J'ai suivi une formation de menuisier en L.E.P. et à la sortie je suis contrainte à faire la



plonge dans un restaurant », ou ce jeune du cercle « Aragon » qui, ayant reçu une formation

de métallier, se retrouve comme manœuvre dans des petits boulots d'une boîte d'intérim à une autre. Il disait encore que « les derniers embauchés dans la navale ont aujourd'hui 27-28 ans, alors nous, si l'on ne bouge pas, que deviendrons-nous ? »

La paix et l'amitié avec les peuples, la solidarité ont occupé aussi une large part des travaux « Le désarmement nous le voulons, c'est pour cela que nous étions, avec des centaines de jeunes de Loire-Atlantique, à la Fête de la Paix, en juin dernier. »

Solidarité avec le peuple du Nicaragua par exemple, pour lequel la J.C. a collecté. Solidarité avec les lycéens victimes d'agressions racistes quand la J.C. au L.E.P. de Saint-Nazaire appelle à manifester, contre les inscriptions odieuses de la droite fascisante, et conduit un cortège de 2000 lycéens derrière sa banderole et se retrouve avec des jeunes de la J.O.C. dans cette action.

Le congrès a discuté de quelle J.C. il fallait pour mener l'action et avec qui lutter.

Décidés à combattre l'anti-communisme stérilisant l'action contre le patronat et la droite, les J.C. soulignaient que la lutte c'est aussi bien, la pétition, la manifestation, la rencontre, le débat, la projection d'un film pour la paix, qu'aider des jeunes à remplir une demande de logement, d'embauche... ou

encore de participer à la gestion de son foyer de jeunes travailleurs... qu'organiser une fête avec les jeunes, ou leurs loisirs...

La J.C. s'adresse à tous les jeunes qui veulent que ça bouge, qui veulent participer aux luttes, vivre leur vie... la changer, travailler autrement...

Le congrès débattait aussi du socialisme existant. Hélène qui revient d'un séjour en URSS devait répondre aux questions des congressistes sur ce qu'elle avait vu. « Je suis revenue convaincue que ce peuple veut la paix, a peur de la guerre... » La discussion se poursuivait sur le socialisme tel que « nous voulons le construire avec la jeunesse de France, il sera bleu, blanc, rouge, il sera une société pour et avec les jeunes ».

« Lutter et gagner », insistaient les délégués, voilà notre ambition, avec la J.C. nous agissons pour profiter de la vie, faire du sport, aller au spectacle, découvrir. « Tous les jeunes ont une place à prendre à la J.C. », concluait Philippe. « cette place chacun la prend à sa manière, avec ses goûts, sa personnalité, le temps qu'il a, comme il l'organise, mais tous apportent leur pierre à la construction d'une société plus juste et plus belle, alors pourquoi s'en priver ! Passons aux actes ».

## LE CONGRÈS SALUÉ PAR LA FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Une délégation de la Fédération du Parti conduite par son premier secrétaire Gilles BONTEMPS et composée de Joël BUSSON, membre du secrétariat fédéral chargé des questions de la Jeunesse, et de Gérard RASTEL, membre du Bureau fédéral, secrétaire de la section de St-Nazaire, a salué le congrès.

Apportant au nom de la direction générale du Parti « les plus vifs encouragements » aux délégués « dans vos travaux » et « plein succès dans la mise en œuvre des décisions de votre congrès », Gilles Bontemps précise que ce salut n'est ni protocolaire, et nullement une formalité.

Le parti accorde un grand intérêt aux travaux du congrès de la J.C., sans aucun doute il va constituer le point de départ d'un nouveau développement de l'outil indispensable qu'est le Mouvement de la Jeunesse communiste pour que les jeunes de Loire-Atlantique prennent toute leur place dans l'action nécessaire à la transformation de la société. »

Le secrétaire de la Fédération du Parti remercie la J.C. de son invitation et souligne que « la présence de Joël Bussan, membre du Secrétariat fédéral pendant tout votre congrès marque cet intérêt porté à l'existence et au développement d'un fort mouvement de la J.C. ».

Pour la Fédération du Parti, c'est l'engagement d'apporter toute l'aide possible à la J.C. et l'invitation pour les sections et cellules de participer à cette aide, à la création des cercles notamment. Ceci dans « le respect de l'indépendance de votre organisation qui est une condition permettant aux jeunes d'y prendre toute leur place et d'y assumer toutes leurs responsabilités ».

Gilles Bontemps précisait : « Cette démarche part d'une idée incontournable : la réussite de la gauche, la mise en œuvre de toute la politique décidée par les Français en 81, et plus profondément la construction pas à pas, au rythme des gens du socialisme à la française, se fera avec la jeunesse ou bien ne se fera pas ».

Analysant à grands traits la situation politique dans le pays, le secrétaire fédéral montrait que nous étions « à un tournant, l'heure est celle de choix cruciaux pour la France et son gouvernement ».

« Nous considérons que le

biais de la gauche est important, mais en même temps, nous constatons que les engagements pris en 81 se heurtent à d'importantes difficultés dont l'aggravation entraîne de graves préoccupations chez les travailleurs. L'emploi, le pouvoir d'achat, la politique industrielle sont au cœur de celles-ci. »

« Les jeunes attendaient beaucoup de la gauche, ils disent aujourd'hui leur impatience de voir réaliser leurs espoirs, leur participation indispensable au combat populaire ne se gagnera pas avec des mots, mais avec des faits, des décisions palpables... Notre parti pour sa part fait tout ce qui dépend de lui pour que les engagements pris soient tenus, pour que la gauche réussisse. »

Gilles Bontemps rappelait les « propositions novatrices des communistes » pour que « notre pays surmonte les obstacles auxquels il est confronté, pour répondre aux besoins des hommes et préparer l'entrée de plain pied dans le 21<sup>e</sup> siècle ».

« C'est pour faire vivre ces propositions que nous appelons les gens à agir. Le mouvement populaire ne peut en effet déléguer à personne sa responsabilité d'acteur dans les transformations sociales, cela est aussi vrai pour la jeunesse. »

« L'intervention de ce mouvement populaire est en réalité la condition décisive à toute avancée », disait Gilles Bontemps, poursuivant : « Aujourd'hui la

déception des jeunes envers la politique gouvernementale tend à devenir de l'exaspération. Il s'agit de transformer celle-ci en action pour la satisfaction de ses revendications et de l'inscrire dans la nécessaire contre-offensive face à la droite et au patronat. »

« Il est possible en effet de faire agir des centaines de jeunes de Loire-Atlantique comme l'atteste leur présence dans les manifestations, les luttes de ces jours derniers, aussi bien dans la métallurgie que dans la Fonction publique. »

« Les résultats enregistrés, par la C.G.I. à la SNIA St-Nazaire nous invitent à être plus audacieux, ce n'est pas un hasard si la progression la plus forte (+ 8 %) se situe à Gron, c'est-à-dire dans le secteur de l'usine où travaillent l'essentiel des jeunes récemment embauchés. »

« Rappelons aussi la présence importante des jeunes parmi les milliers de personnes venues du département participer à la Fête de la Paix à Vincennes, cela dû pour l'essentiel à l'action de la J.C. »

Gilles Bontemps devait, en conclusion de son intervention, souhaiter aux jeunes communistes une préparation pleine de succès de leur congrès national comme du Festival de la Jeunesse des 26 et 27 mai et renouveler l'engagement de la Direction fédérale du Parti afin d'aider au développement du mouvement de la J.C.

### LA DELEGATION AU CONGRES NATIONAL DE PANTIN DU 8 AU 11 MARS 1984

#### Délégués titulaires

Philippe LEROUX  
Pascal BRIZET  
Sylvie MOLLE  
Jean-Paul EDOM  
Isabelle RASTEL  
Philippe JAKUES  
Kliff DEKARIL  
Florence SEGUI  
Laurent VANNIER

#### Délégués suppléants

Laurence ESPERON  
Hélène ANTOINE  
Dominique MARTIN  
Thierry RASTEL  
Fabienne LEHANGE  
Yves JUMEL  
Philippe TESSIER

### LE BUREAU FÉDÉRAL DE LA J.C. ÉLU AU CONGRÈS DÉPARTEMENTAL

#### Le Secrétariat est composé de 5 membres

LEROUX Philippe, 29 ans, employé de banque, 1<sup>er</sup> secrétaire de la Fédération.  
BRIZET Pascal, 21 ans, représentant, secrétaire à l'organisation.  
EDOM Jean-Paul, 25 ans, employé S.N.C.F., responsable aux activités.  
MOLLE Sylvie, 21 ans, agent hospitalier en chômage, trésorière, responsable à la diffusion d'Avant-Garde.  
MOREAU Sophie, 17 ans 1/2, lycéenne LEP, responsable aux scolaires.

#### Les autres membres du bureau :

DEKARIL Kliff, 19 ans, ouvrier métallier au chômage.  
ESPERON Laurence, 18 ans, lycéenne.  
JAKUES Philippe, 18 ans, lycéen LEP.  
LEROUX Sylvie, 27 ans, secrétaire médicale.  
MARTIN Dominique, 24 ans, serrurier en chômage.  
MOUSSEAU Philippe, 20 ans, peintre.  
RASTEL Isabelle, 15 ans, lycéenne.  
SEGUI Florence, 15 ans, lycéenne, LEP Soudure.



## BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

### ARRÊTER L'HÉMORRAGIE

Plus de 1 000 emplois supprimés dans la région nazairienne en quelques années dans ce secteur qui, il y a trois ans, regroupait 6 000 salariés. Ainsi se chiffre la dégradation de ce secteur. Hémorragie considérable puisque 7 500 emplois ont été supprimés en Loire-Atlantique en quelques années. Pour cette branche industrielle, c'est dramatique. D'autant que la tendance s'accroît : dans les six derniers mois, 400 licenciements ont été signifiés dans la région nazairienne, soit avec des fermetures (Landrin, Pichon) ou des dépôts de bilan (Plee, Technisol), ou des « dégraissages » (SOMECA, Judic, Monterrin, SBTP, Guiheneuf, Delpierre, Trémoureux, Rineau, SNEF, etc...). C'est donc un véritable cri d'alarme qu'a lancé, le 15 février, le syndicat C.G.T. de la région nazairienne.

En ce début 84, la C.G.T. pose avec force la question du pouvoir d'achat des salariés et des répercussions inévitables pour l'industrie du bâtiment de toute amputation de celui-ci.

Et les récentes mesures de chômage partiel dans la métallurgie, l'aéronautique, la chimie, la navale risquent d'amplifier encore la tendance. D'autant plus que toute baisse de charge dans la navale touche aussi le secteur du bâtiment puisque plusieurs professions travaillent à la finition des navires.

Oh, cela ne fait pas de grosses vagues ! Les patrons licencient à petites doses (par groupes de 10 ou 20 salariés)... mais plusieurs fois.

De plus, la disparition de P.M.E. par le truchement des fusions, des absorptions ou des liquidations pures et simples, conduit à une dégradation technique mais aussi à une situation de quasi-monopole de groupes nationaux qui emploient des tâcherons, générant ainsi une déqualification certaine.

Il s'agit donc, pour la C.G.T., que le « coup de pouce » annoncé par le Président de la République contribue à « une rapide relance de la construction ». « D'autant qu'à St-Nazaire des besoins existent ». Et le syndicat cite : de nombreux logements sont vétustes, les équipements socio-culturels insuffisants, pas de crèches, etc... et

il entend le dire au maire de St-Nazaire lors d'une prochaine entrevue. Lui demander aussi ce que devient le projet d'un nouveau garage municipal.

Les gars du bâtiment se refusent aussi à être les victimes de la toute-puissante recherche du profit maximum immédiat. Ainsi ils dénoncent les agissements de patrons comme Charrier (pourtant éminent responsable de la Chambre de Commerce) qui supprime 28 emplois dans son entreprise et sous-traite parallèlement un chantier à une entreprise du Morbihan.

Ils s'indignent aussi d'être les « grands oubliés des lois Auroux » et protestent contre : la réduction de droits syndicaux, la non-suppression du « décret Boulin » sur les licenciements en fin de chantier, les contrats à durée déterminée, etc...

Mais aussi, dans ce secteur au taux élevé d'accidents du travail, « là où il y a le plus de tués », l'insuffisance des dispositions en matière de prévention.

« Dans le bâtiment, les salaires sont ridiculement bas et c'est scandaleux ». Pourtant ceux-ci n'ont que pour 25 % dans le coût d'une maison. Tous les O.S. sont au SMIC et il faut être O.H.O. pour gagner 4 400 F par mois en fin de carrière.

Dans un tel contexte, le syn-

dicat C.G.T. proteste devant la perte (4 %) enregistrée en 83 et souligne que si les salaires ont augmenté de 7,78 %, le coût de la construction a, lui, progressé de 8,90 %.

## POUR LA CENTRALE

### Une première pierre au Carnet

Venus nombreux des entreprises du bâtiment, les ouvriers de cette corporation se retrouvaient avec la CGT et ses dirigeants Guy Texier, Secrétaire de l'Union Régionale, Marcel Leduc, Secrétaire de l'Union départementale, Albert Labarre, du syndicat de la construction, sur le site du Carnet, afin de poser la première pierre de la centrale électro-nucléaire.

Pour la CGT, comme devait le déclarer Albert Labarre, cette action montre la volonté de la CGT de voir aboutir le projet EDF.

Là où le cœur du réacteur devrait trouver place, plus d'une centaine de Cégétistes du bâtiment déposaient cette première pierre, un bloc de

plusieurs tonnes, qui fut scellé.

Le responsable syndical s'attachait à démontrer l'impact positif du chantier, le développement dont bénéficieraient le pays de Retz, la région.

Au moment où le bâtiment connaît de graves difficultés,

le lancement de grands chantiers utiles au développement économique du pays ne doivent pas être encore différés, pense le syndicat.

Les efforts pour économiser l'énergie ne sont nullement contradictoires avec la nécessaire production pour satisfaire les besoins.

Albert Labarre devait annoncer d'autres initiatives de la CGT afin que les travailleurs de la construction se fassent entendre. Ils revendiquent du travail alors qu'il y a tant à faire pour équiper la région.

## CONSTRUCTION NAVALE

### La fédération de la métallurgie est reçue sur le « Ville de Nantes »

Accompagné de Serge Lelay, secrétaire national de la Fédération de la Métallurgie, des délégués de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie ont tenu une conférence de presse à bord du navire « Ville de Nantes » construit dans les chantiers français et amarré à Nantes.

Pour Serge Lelay cette conférence de presse, « la première depuis le refus des deux licences d'importation de grumiers Delmas-Vieljeux est l'occasion pour notre Fédération de prendre date mais pas acte », précise-t-il, car « la sagesse aurait été de donner les quatre

navires aux chantiers français confirmant par là même et améliorant encore leur compétitivité ».

Les responsables C.G.T. apportent d'ailleurs la preuve de celle-ci dans un document qui démontre également que le patronat gonfle artificiellement les devis pour obtenir un maximum de subventions. Plutôt que de répondre aux questions de la C.G.T., nous dit Serge Lelay, « la direction de la Normad recherche activement ceux qui auraient divulgué la vérité ».

La C.G.T. entend maintenir la lutte au niveau qu'impose la

situation. Le patronat entend s'opposer au maintien des cinq sites, aggraver la situation de l'emploi dans la navale, donc de s'en prendre à la compétitivité même des chantiers. La Fédération de la métallurgie demande que toute la lumière soit faite sur la masse des aides diverses reçues aussi bien par les armateurs que par les chantiers et sur leurs utilisations.

Serge Lelay jugeait positivement le refus des deux licences d'importation, l'ouverture de discussions tripartites sur l'avenir de la navale et la décision de construire cinq unités en 1984.

## ARTS MÉNAGERS

### PHILIPS - 1984

JUSQU'AU 31 MARS 1984

## les E<sup>ts</sup> DAVY Pierre

Distributeur Officiel PHILIPS

85, av. de la République, ST-NAZAIRE - ☎ 22.52.84  
12, bd de la République, PORNICHET - ☎ 61.06.74

### « CASSENT LES PRIX »

sur tout le petit et le gros électroménager

Ex : Machine à laver électronique PHILIPS AW 105, 5 kg, 40 x 60 cm

PRIX NORMAL :	3 845 F	GARANTIE
REMISE :	- 855 F	TOTALE
Net T.T.C. :	2 990 F	2 ANS

**REMISE DE 10 %** sur tous les articles en magasin marqués d'un point rouge.

## VACANCES POUR UN AUTRE TEMPS

### Les auteurs à Saint-Nazaire avec Tourisme et Travail

A l'occasion de la présentation du livre de Jean Faucher et Léo Lorenzi « Vacances pour un autre temps » à St-Nazaire, en présence des auteurs et de Georges Séguy, qui a préfacé l'ouvrage, la municipalité a reçu les responsables de Tourisme et Travail, accompagnés des personnalités citées et de nombreux représentants de comités d'entreprises, associations, syndicats...

Maurice Rocher, conseiller municipal de Saint-Nazaire, Gilles Bontemps, secrétaire de la Fédération, participaient à cette réception au cours de laquelle, Jean Perraudou, maire-adjoint, s'adressait à l'assistance, au nom du Conseil municipal.

C'est avec beaucoup de plaisir que la municipalité accueille les représentants nationaux de Tourisme et Travail.

Nous connaissons tous l'importance de l'action de votre association en faveur du tourisme social, et pour son développement.

Nous connaissons bien également, votre association locale avec qui nous entretenons d'excellentes relations.

Né dans la Résistance en 1943, Tourisme et Travail a derrière lui, un passé prestigieux :

- Quarante années d'expérience, de lutte pour que le tourisme, les vacances, les loisirs ne soient pas l'apanage de quelques privilégiés.

Les travailleurs avec votre association, possèdent un outil précieux, apportant au temps libre une autre dimension sociale et culturelle.

En prenant racine dans les réalités sociales et économiques de notre pays, votre association a su être une force de propositions concrètes, constructives dans le domaine qui est le sien.

Mais une véritable politique sociale des loisirs est liée indiscutablement aux grandes conquêtes démocratiques de notre peuple :

- 1936, avec l'augmentation des salaires et les congés payés, la libération et les Comités d'entreprises.

- 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir, avec l'extension des nationalisations la décentralisation, les droits nouveaux des travailleurs, de nouvelles possibilités au monde du travail sont offertes, dont il faut se saisir à bras le corps.

Mais nous sommes bien conscients des difficultés, des résistances au changement, du poids de la crise, de la profondeur du chômage, et dans ces conditions, des préoccupations légitimes des travailleurs et notamment des jeunes.

C'est pourquoi, je ne peux m'empêcher de lier à mes propos de bienvenue, les problèmes économiques de notre cité, problèmes difficiles certes, avec un taux de chômage voisin de 16 % dans le bassin d'emploi de la région nazairienne, mais cependant, avec des atouts indiscutables, avec deux grandes entreprises nationalisées : la S.N.I.A.S. et ALSTHOM, autour desquelles gravitent un nombre important de petites et moyennes entreprises.

Nous ne saurions donc accepter un quelconque abaissement des capacités de production de ces entreprises d'intérêt national qui aboutirait à l'appauvrissement de la région entière portant ainsi un coup aux forces vives et créatrices.

C'est pourquoi, concernant notamment la construction navale, les élus nazairiens ont montré leur attachement à cette industrie et ont exigé que les grumiers soient construits dans les marchés français, avec la part qui doit revenir aux chantiers nazairiens.

Je viens d'apprendre à l'instant que deux grumiers seront construits à l'étranger et personnellement je le regrette.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers Amis,

Je renouvelle mes propos de bienvenue, en vous souhaitant un bon séjour dans notre cité (séjour sans doute trop court pour apprécier toutes ses potentialités), un bon succès à votre initiative de ce soir et beaucoup de succès à votre association et aux objectifs qu'elle s'est fixés.

### ÉCOLE FÉDÉRALE

du 24 au 30 MARS  
1984

Sections, faites parvenir vos candidatures rapidement à la fédération